

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DU - 6 AOÛT 2025 IMPOSANT DES MESURES D'URGENCE  
À LA SOCIÉTÉ « GRANDJOUAN SACO » SITUÉE AU 29 RUE MARCEL PAUL  
DANS LA ZONE D'ACTIVITÉS DE KERDRONIOU À QUIMPER (29000)**

**LE PRÉFET DU FINISTÈRE**  
Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le code de l'Environnement,

**VU** l'arrêté préfectoral n° 7-02A du 25 janvier 2002 autorisant la société Paul GRANDJOUAN à exploiter un centre de transfert et de tri de déchets urbains et assimilés ZAC de Kerdroniou à QUIMPER ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 125-03A du 14 avril 2003 modifiant l'arrêté n° 7-02A du 25 janvier 2002 autorisant la société Paul GRANDJOUAN à exploiter un centre de transfert et de tri de déchets urbains et assimilés ZAC de Kerdroniou à QUIMPER ;

**VU** le rapport de l'inspection de l'environnement en charge des installations classées en date du 6 août 2025 et le projet d'arrêté préfectoral de prescriptions transmis à l'exploitant conformément à l'article L. 514-5 du code de l'environnement ;

**VU** le courriel de l'exploitant du 6 août 2025 faisant état des actions engagées suite à l'accident survenu dans ses installations le 3 août 2025 ;

**CONSIDÉRANT** les constats de l'inspection de l'environnement en charge des installations classées suite à l'incendie survenu au sein de l'établissement le 4 août 2025 et notamment :

- L'effondrement d'une grande partie de la toiture du bâtiment C dans lequel étaient entreposés majoritairement des déchets d'éléments d'ameublement (DEA) et en moindre quantité, des déchets de carton et de plastique ;
- L'endommagement de la structure de ce bâtiment ;
- Le défaut d'étanchéité de la vanne de confinement du bassin de rétention des eaux d'extinction susceptibles d'être contaminées par des substances fluorées présentes dans l'émulseur utilisé pour la défense incendie ;
- La présence de mousse en surface des eaux collectées dans le bassin ;
- La présence de traces d'émulseur dans le cours d'eau en aval du rejet des installations ;
- L'indisponibilité partielle ou totale de certains équipements nécessaires à l'exploitation, tels que le bâtiment de stockage des déchets, de la presse hydraulique et de plusieurs caméras de surveillance du bâtiment principal ;

**CONSIDÉRANT** que le sinistre survenu le 3 août 2025 dans l'établissement a conduit à la destruction d'une partie des installations ;

**CONSIDÉRANT** que le sinistre a généré l'émission de substances susceptibles de porter atteintes aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement et notamment des substances fluorées présentes dans le produit émulseur utilisé aux fins d'extinction de l'incendie ;

**CONSIDÉRANT** que les eaux d'extinction ont été dirigées vers le bassin de rétention prévu à cet effet ;

**CONSIDÉRANT** que les eaux d'extinction ainsi récupérées ont été contaminées par les substances fluorées et qu'il convient de les éliminer dans une filière de traitement de déchets dangereux adaptée ;

**CONSIDÉRANT** toutefois qu'un défaut d'étanchéité de la vanne d'isolement située en aval du bassin de rétention a nécessité la mise en œuvre de moyens de compensation et de dispositifs additionnels afin d'assurer le confinement des eaux susceptibles d'être polluées ;

**CONSIDÉRANT** que ce défaut d'étanchéité est susceptible d'être à l'origine d'une pollution du milieu récepteur, notamment par des substances fluorées ;

**CONSIDÉRANT** que des prélèvements des effluents collectés, des eaux superficielles et de sédiments du milieu récepteur ont été réalisés et que leurs analyses sont en cours ;

**CONSIDÉRANT** par ailleurs que l'inspection de l'environnement en charge des installations classées a constaté en 2023, suite à l'examen des rapports d'exercice d'évacuation incendie de 2018 et 2019, l'existence de dysfonctionnements de la vanne d'isolement du bassin de rétention ;

**CONSIDÉRANT** dès lors que le défaut d'étanchéité de cette vanne d'isolement constaté le 3 août 2025 révèle que les actions curatives, correctives et préventives mises en œuvre par l'exploitant à l'issue du contrôle de l'inspection de l'environnement en charge des installations classées du 9 octobre 2023 sont insuffisantes ;

**CONSIDÉRANT** que les dispositifs de détection d'un incendie dans l'établissement ont été partiellement détruits par le sinistre ;

**CONSIDÉRANT** que ces dispositifs ne sont plus en mesure de remplir pleinement leurs fonctions ;

**CONSIDÉRANT** dès lors que les indisponibilités de ces dispositifs doivent être compensées par une surveillance de l'établissement en période non ouvrée ;

**CONSIDÉRANT** la nécessité d'imposer la mise en sécurité des installations, des produits, substances et déchets susceptibles de porter atteinte à l'environnement et aux personnes ;

**CONSIDÉRANT** que, compte tenu des circonstances des événements, il apparaît nécessaire de renforcer les conditions d'exploitation et notamment le contrôle des déchets d'éléments d'ameublement lors de leur admission ou de leur déchargement et, en tout état de cause, avant leur regroupement avec d'autres lots de déchets ;

**CONSIDÉRANT** qu'il y a donc lieu de faire application de l'article L. 512-20 du code de l'environnement qui prévoit « En vue de protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1, le préfet peut prescrire la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires soit les conséquences d'un accident ou incident survenu dans l'installation, soit les conséquences entraînées par l'inobservation des conditions imposées en application du présent titre, soit tout autre danger ou inconvénient portant ou menaçant de porter atteinte aux intérêts précités. Ces mesures sont prescrites par des arrêtés pris, sauf cas d'urgence, après avis de la commission départementale consultative compétente. » ;

**CONSIDÉRANT** que les délais de présentation préalable en Comité départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de cet arrêté ne sont pas compatibles avec la nécessité de mettre en place les prescriptions d'urgence du présent arrêté ;

**CONSIDÉRANT** que sont ainsi réunies les conditions d'application des dispositions prévues à l'article L. 512-20 du code de l'Environnement ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère :

**ARRÊTE**

### Article 1

La société GRANDJOUAN SACO (AIOT 005504306) en sa qualité d'exploitant des installations classées situées en zone d'activités de Kerdroniou au 29 rue Marcel Paul à QUIMPER (29000) est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté.

Les délais courent à compter de la date de notification du présent arrêté.

### Article 2 : Réception des déchets

L'admission des déchets au sein de l'établissement est interdite.

### Article 3 : redémarrage des installations

Le redémarrage des installations est soumis à l'autorisation du préfet.

### Article 4 : Mise en sécurité de l'établissement

#### Article 4.1 – Prévention des risques de combustion des déchets

Les déchets susceptibles d'être à l'origine d'un nouveau départ de feu sont isolés et gérés de manière à prévenir tout risque d'échauffement. En cas de refroidissement de ces déchets par aspersion d'eau, les eaux sont collectées et évacuées en tant que déchets.

#### Article 4.2 – Evacuation des déchets

Les déchets non dangereux concernés par l'accident du 3 août 2025 susceptibles de contenir des substances polluantes sont caractérisés en référence aux propriétés de danger des produits utilisés pour la défense contre l'incendie. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations les résultats de la caractérisation de ces déchets et les certificats d'acceptation préalable des installations de traitement qu'il a retenues.

#### Article 4.3 – Gestion des eaux susceptibles d'être polluées

Les eaux d'extinction sont analysées selon des paramètres déterminés au regard des produits utilisés pour la défense contre l'incendie et des substances susceptibles d'avoir été émises, a minima :

- Métaux, Matières en suspension, HAP, COVT, HCl, HF ;
- PFAS

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour stocker ces eaux afin de restaurer la pleine disponibilité du bassin de confinement.

Ces eaux sont évacuées et éliminées dans des filières adaptées dans les mêmes conditions que celles applicables aux déchets.

#### Article 4.4 – Prévention de la pollution des eaux pluviales

L'exploitant prends toutes mesures utiles pour limiter les volumes d'eaux pluviales susceptibles d'entrer en contact avec les dépôts et substances générées par le sinistre du 4 août 2025.

#### Article 4-5 – Protection du site

Une clôture efficace garantit que seules les personnes autorisées par l'exploitant ont accès à la zone sinistrée et aux zones dangereuses ou rendues dangereuses par le sinistre.

#### Article 4-6 – Surveillance

L'exploitant définit et met en place une surveillance renforcée de l'établissement, notamment pour détecter au plus tôt toute reprise de feu, tout début d'affaissement d'une structure et, de manière



générale, tout évènement pouvant porter atteinte à aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

La surveillance renforcée de l'établissement est opérationnelle 24h sur 24h.

#### Article 4-7 – Moyens d'intervention

Les moyens permettant la lutte contre l'incendie, notamment ceux pris en compte par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 25 janvier 2002 modifié susvisé, sont remis en service dans les meilleurs délais et, en tout état de cause, avant la réalimentation des installations électriques endommagées par le sinistre.

#### Article 4-8 – Levée de doute

L'exploitant procède à un examen des installations à risque immédiat et met en place les mesures nécessaires pour prévenir tout nouveau risque d'accident, de pollution ou de nuisance. En cas de suspicion de reprise du sinistre ou de nouvel incident ou accident, l'exploitant en informe sans délai les services de secours et l'inspection des installations classées

#### Article 5 : Reprise d'activité

##### Article 5-1 – Informations requises

Au plus tard cinq [5] jours avant la reprise de la réception de déchets, l'exploitant transmet au préfet :

- le descriptif des enseignements tirés de l'analyse des causes profondes du sinistre du 3 août 2025, des éventuelles modifications apportées à l'organisation et aux conditions d'exploitation prévues au regard des ;
- les justificatifs attestant de la remise en état, de la manœuvrabilité et de l'étanchéité de la vanne d'isolement du bassin de rétention, accompagnés du descriptif des moyens d'obturation redondant qu'il met en place, en cas de nouveau dysfonctionnement de cet équipement ;
- les justificatifs attestant de la remise en état des équipements de détection et de lutte contre l'incendie nécessaires à la maîtrise des inconvénients et des dangers induits par les activités qu'il souhaite reprendre.

##### Article 5-2 – Renforcement des conditions d'exploitation

L'exploitant matérialise une zone spécifique dédiée au déchargement des déchets reçus pour améliorer l'efficacité du contrôle obligatoire préalable à leur transfert vers la zone d'entreposage. Il révisé les consignes écrites d'exploitation appliquées à la réception des déchets en conséquence ;

#### Article 6 : prise en charge des dépenses engagés

Conformément aux dispositions de l'article L. 514-8 du code de l'environnement, les dépenses correspondant à l'exécution des analyses, expertises ou contrôles nécessaires pour l'application du présent arrêté, y compris les dépenses que l'État a engagées ou fait engager dans le cadre de la gestion ou du suivi des impacts et conséquences d'une situation accidentelle, sont à la charge de l'exploitant.

#### Article 7– Information des tiers

Conformément à l'article R. 181-44 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

- Le présent arrêté est affiché à la mairie de la commune de Quimper pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- Il est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38 ;
- Il est publié sur le site internet des services de l'Etat dans le département où il a été délivré, pendant une durée minimale de quatre mois.

## Article 8 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L.181-17 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la juridiction administrative, le tribunal administratif de Rennes :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site Internet des services de l'Etat dans le Finistère prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La décision mentionnée au premier alinéa peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif de Rennes peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

## **RECOURS GRACIEUX OU HIÉRARCHIQUE**

Lorsqu'un recours gracieux ou hiérarchique est exercé par un tiers contre une décision mentionnée au premier alinéa de l'article R.181-50, l'autorité administrative compétente en informe le bénéficiaire de la décision pour lui permettre d'exercer les droits qui lui sont reconnus par les articles L.411-6 et L.122-1 du code des relations entre le public et l'administration.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité.

Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement)".

## Article 9– Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Finistère, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et la direction de la société GRANDJOUAN SACO sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet,  
Le secrétaire général



François DRAPÉ

## Destinataires :

Mairie de Quimper

Mairie de Saint-Evarzec et Ergué-Gabéric

DREAL UD 29

société GRANDJOUAN SACO

